



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Association Institut Régional du Travail Social de Champagne-Ardenne

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Association Institut Régional du Travail Social de Champagne-Ardenne
8, rue Joliot-Curie - 51100 Reims

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Association Institut Régional du Travail Social de Champagne-Ardenne

8, rue Joliot-Curie - 51100 Reims

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'association Institut Régional du Travail Social de Champagne-Ardenne,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Institut Régional du Travail Social de Champagne-Ardenne relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur la correcte traduction comptable des conventions de financement et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les rapports d'activité et financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Reims, le 06 juin 2024

KPMG S.A.

Patrick Zeimett

2024.06.06

09:33:01 +02'00'

Patrick ZEIMETT

Associé

		Exercice		2023	2022
		Brut	Amortisse- ments et provisions (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences marques, procédés, droits et valeurs similaires				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	8 650,88		8 650,88	8 650,88
ACTIF CIRCULANT	Construction	5 925 509,91	3 786 627,07	2 138 882,84	2 335 321,23
	Instal. techniques, matériel et outillage industriels	478 691,98	388 751,52	89 940,46	118 454,84
	Autres immobilisations incorporelles	970 772,67	729 816,22	240 956,45	284 360,97
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières				
	Participations et Créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres	185 481,23		185 481,23	141 882,42
Total I		7 569 106,67	4 905 194,81	2 663 911,86	2 888 670,34
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours	2 273,15		2 273,15	2 341,52
	Avances et acomptes versés sur commandes				
	Créances				
	Créances Clients et Comptes rattachés	1 079 582,50	37 880,47	1 041 702,03	1 105 468,51
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	75 897,56		75 897,56	47 322,96
	Créances diverses				
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	1 983 728,28		1 983 728,28	1 932 874,75
ACTIF CIRCULANT	Charges constatées d'avance	114 060,93		114 060,93	122 570,31
	Total II	3 255 542,42	37 880,47	3 217 661,95	3 210 578,05
	Frais d'émission d'emprunt (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)		10 824 649,09	4 943 075,28	5 881 573,81	6 099 248,39

	Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise	
	Fonds propres statutaires	
	Fonds propres complémentaires	
	Fonds propres avec droit de reprise	
	Fonds statutaires	
	Fonds propres complémentaires	
	Ecart de réévaluation (b)	
	Réserves	
	Réserves statutaires ou contractuelles	
	Autres	
FONDS PROPRES ET DEDIES	Report à nouveau (c)	
	Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) (d)	
	<i>Situation nette</i>	
	Fonds propres consommables	
	Subventions d'investissement	
	Provisions réglementées	
	Total I	
	Fonds reportés liés aux legs ou donations	
	Fonds dédiés	
	Total II	
PROVISIONS	Provisions pour risques	
	Provisions pour charges	
	Total II	
	Emprunts obligataires et associatifs	
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	
	Emprunts et dettes financières divers	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés (e)	
	Dettes des legs ou donations	
	Dettes fiscales et sociales	
	Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	
	Autres dettes	
	Instruments de trésorerie	
	Produits constatés d'avance	
	Total IV	
	Ecart de conversion - Passif (V)	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		

1 474 621,13

128 068,21

435 089,74

52 695,23

2 090 474,31

1 269 613,47

3 360 087,78

91 446,96

295 467,25

386 914,21

659 396,73

267 173,11

814 179,98

113 899,77

279 922,23

2 134 571,82

2 037 779,08

3 458 108,99

86 681,13

299 878,35

386 559,48

747 637,14

295 165,43

758 976,14

199 830,43

252 970,78

2 254 579,92

5 881 573,81

6 099 248,39

IRTS CHAMPAGNE-ARDENNE
COMPTE DE RESULTAT
ANNEE 2023

	31-déc.-23	31-déc.-22
Cotisations	360,00	360,00
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations	2 318 091,81	2 053 501,62
<i>dont parrainages</i>	0,00	0,00
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 308 914,80	3 295 753,00
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	120 893,50	116 883,99
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	219 733,82	107 743,02
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	5 967 993,93	5 574 241,63
Achats de marchandises	20 531,56	35 902,14
Variation de stock	68,37	3 024,60
Autres achats et charges externes	1 370 988,20	1 327 348,72
Aides financières	0,00	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	280 981,27	250 237,85
Salaires et traitements	2 776 741,86	2 615 700,68
Charges sociales	1 084 238,99	1 033 708,89
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	421 284,51	412 819,39
Dotations aux provisions	165 480,62	11 448,98
Report en fonds dédiés	0,00	0,00
Autres charges	52 929,95	74 880,96
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	6 173 245,33	5 765 072,21
RESULTAT D'EXPLOITATION	-205 251,40	-190 830,58
Produits financiers de participations	0,00	0,00
Produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0,00	0,00
Autres intérêts et produits assimilés	0,00	0,00
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	4 232,48	0,00
Différences positives de change	0,00	0,00
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	31 558,52	5 526,81
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	35 791,00	5 526,81
Dotations financières aux amortissements et provisions	0,00	0,00
Intérêts et charges assimilées	12 971,01	14 706,99
Différences négatives de change	0,00	0,00
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES	12 971,01	14 706,99
RESULTAT FINANCIER	22 819,99	-9 180,18
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-182 431,41	-200 010,76
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	19 183,20	13 496,79
Produits exceptionnels sur opérations en capital	204 649,56	195 984,34
Reprises sur provisions et transfert de charges	17 962,20	0,00
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	241 794,96	209 481,13
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	152,74	49,23
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	4 610,92	4 959,31
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	6 514,15
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	4 763,66	11 522,69
RESULTAT EXCEPTIONNEL	237 031,30	197 958,44
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les sociétés	1 904,66	1 042,23
TOTAL DES PRODUITS	6 245 579,89	5 789 249,57
TOTAL DES CHARGES	6 192 884,66	5 792 344,12
EXCEDENT	52 695,23	
DEFICIT		3 094,55
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS EN NATURE		
Produits	16 335,24	16 501,08
dons en nature		
prestations en nature		
bénévolat	16 335,24	16 501,08
Charges	16 335,24	16 501,08
secours en nature		
mise à disposition de biens		
prestations en nature		
personnel bénévole	16 335,24	16 501,08



Arrêté au 31 décembre 2023

Annexe comptable

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers.

Elle comporte des éléments d'information complémentaire au bilan et compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'Association.

Les éléments d'information ne sont fournis que pour autant qu'ils représentent un caractère significatif :

Objet social	page 3
Nature et périmètre des activités ou missions Sociales réalisées	page 4
Description des moyens mis en œuvre	page 5
Faits et caractéristiques d'importance significative De l'exercice et postérieurs à la clôture	page 6
Principes et méthodes comptables	page 8
Actif circulant	page 10
Comptes de régularisation d'actif	page 13
Passif	page 14
Comptes de régularisation de passif	page 17
Charges et produits	page 18
Résultat par activité	page 23
Contributions volontaires en nature	page 24

OBJET SOCIAL

Il est constitué une association, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dénommée :
« INSTITUT REGIONAL DU TRAVAIL SOCIAL DE CHAMPAGNE ARDENNE »
Dont le siège social est fixé à Reims, 8 rue Joliot Curie.

L'association a été fondée sur la volonté de partenaires régionaux et principalement du Centre Régional d'Etudes et d'Actions en faveur des personnes Handicapées et Inadaptées de Champagne-Ardenne (CREAHI) et de l'Association Régionale pour la Formation des Assistants de Service Social (ARFASS), l'un et l'autre gestionnaire d'un centre de formation. Ces partenaires ont décidé de réunir les deux centres au sein d'un même IRTS.

L'IRTS de Champagne-Ardenne est un établissement d'enseignement supérieur dont les missions sont définies par un arrêté ministériel du 22 août 1986. C'est sur cette base que l'institut régional travail social a reçu l'agrément du Ministère des Affaires Sociales par arrêté du 13 octobre 1993.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU **MISSIONS SOCIALES REALISEES**

L'Association a pour but la préformation, la formation initiale, continue et supérieure des travailleurs sociaux et des intervenants sociaux et médico-sociaux.

Aux fins précitées, elle se propose notamment :

- De mettre en place et de gérer l'information, l'orientation, la préparation, la préformation et l'entraînement aux épreuves de sélection/admission des personnes souhaitant exercer une profession sociale avant l'entrée en formation initiale,
- De mettre en place des formations initiales préparant aux différentes qualifications professionnelles de l'action sociale et médico-sociales.
- Dans le cadre de la formation permanente, de proposer aux différent(e) s travailleuses sociales et travailleurs sociaux, médico-sociaux et plus généralement à tous les acteurs de la vie sociale des cycles de perfectionnement, d'actualisation des connaissances et d'adaptation des compétences : elle assure des formations supérieures diversifiées,
- D'accompagner à la validation des acquis de l'expérience.

Elle a également vocation :

- A conduire des actions d'étude et de recherche orientées vers l'analyse des qualifications professionnelles, ainsi que des modes d'intervention sociale et de leur adaptation aux besoins de l'action sociale et médico-sociale,
- A participer à l'animation, à l'information et au perfectionnement des milieux professionnels régionaux de l'action sociale,
- A développer des prestations d'assistance technique et conseils aux établissements et services concourant à l'action sociale.

L'IRTS Champagne-Ardenne développe des partenariats avec les acteurs de la formation et de la recherche avec les adhérents d'UNAFORIS (Union Nationale des Associations de Formation et de Recherche en Intervention Sociale) et l'Université Reims Champagne-Ardenne (URCA).

DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN OEUVRE

Informations relatives à l'effectif :

L'effectif moyen salarié par catégorie se décompose ainsi pour l'année 2023

	etp
cadres	44,75
agents de maîtrise	
employés	20,92
ouvriers	
total	65,67

Autres moyens

L'association est propriétaire de ces locaux.

FAITS CARACTERISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE, DE L'EXERCICE ET POSTERIEURS A LA CLOTURE

Activités de l'institut :

Les activités de l'exercice précédent sont reconduites, notamment les formations initiales préparant aux diplômes d'Etat.

Le Quota financé par le Conseil Régional reste inchangé à 185 entrants, soit en statut étudiant ou en statut stagiaire DE.

Pour mémoire le Quota d'entrants se décline de la manière suivante :

- Educateur Spécialisé : 59 places
- Assistant de Service Social : 44 places
- Educateur de Jeunes Enfants : 25 places
- Educateur Technique Spécialisé : 12 places
- Moniteur Educateur : 30 places
- Technicien de l'Intervention Sociale et Familiale : 15 places

Les agréments des formations par la Région Grand Est : les formations, notamment nouvellement gradées, font toujours l'objet d'une procédure d'agrément par la collectivité régionale, après avis des services d'Etat.

Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

⇒ Activité

L'institut a célébré ses 30 ans durant cette année 2023 avec la réalisation de conférences, la distribution de produits dérivés spécifiques et la participation à la foire de Châlons.

Le résultat 2023 est impacté par un changement des équilibres de clef de répartition qui s'appuie sur la ventilation des apprenants quotas et hors quotas à la rentrée de septembre. Cette année, le nombre d'apprenants quotas est en diminution alors que le nombre d'apprenants hors quotas est en progression, notamment grâce à l'apprentissage. A la rentrée de septembre 2023, le CFA a accueilli 74 apprentis.

⇒ Mouvement du personnel

- Deux salariés ont fait valoir leurs droits à la retraite : Une responsable de formation et une assistante.
- Un départ a été négocié avec le versement d'indemnité.
- Un cadre de la pédagogie et un Directeur de la Pédagogie et des Formations a été recrutée au 1^{er} décembre 2023.
Le recours à un cabinet de recrutement a été nécessaire afin de pourvoir ce poste vacant depuis près de 2 ans.
- Création d'un poste d'une formatrice sur la formation AES au 1^{er} trimestre 2023 et création d'un poste assistante CFA à 0.70 ETP en mai 2023.
- L'institut a eu recours à plusieurs reprises à l'intérim remplacer des salariés absents.
- En matière d'organisation du travail, le télétravail a été développé : un jour par semaine sur demande du salarié auprès de la Direction via le portail Self-Service RH.

⇒ Eléments exceptionnels

La Cour de cassation a rendu les jugements concernant les procédures avec deux anciens salariés. Ces jugements sont en faveur de l'IRTS CA.

Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun autre fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité sont arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes, comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

ACTIF IMMOBILISE

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat plus les frais accessoires ou d'installations).

Leur dépréciation est constatée par la voie d'amortissements linéaires en fonction de leur durée d'utilisation estimée :

nature	durée (ans)
Constructions	10 à 25 ans
Travaux de réhabilitation et mise aux normes d'accessibilité	10 à 30 ans
Aménagements et installations	5, 10, 15 ou 25 ans
Installations techniques et matériel	5, 7 ou 10 ans
Matériel et mobilier de bureau	5, 7 ou 10 ans
Matériel informatique	1 à 5 ans

Les travaux de réhabilitation ont fait l'objet d'un amortissement par composants.

Les immobilisations financières sont constituées de parts sociales, dépôts inscrits pour la valeur pour laquelle elles sont entrées à l'actif.

Tableau des immobilisations :

	début d'exercice	acquisitions	cession	fin d'exercice
incorporelles				
corporelles	7 231 416	152 927	718	7 383 625
en cours				
financières	3 357			3 357
Créance CET	142 758	46 335	6 969	182 124
total	7 377 531	199 263	7 687	7 569 107

Compte Epargne Temps :

L'Irts Champagne Ardenne a opté au cours de l'année 2014 pour la possibilité aux salariés d'ouvrir un compte épargne temps alimenté notamment avec des jours de congés non pris dans un maximum de 15 jours pour les moins de 50 ans, et sans limitation pour les plus de 50 ans. Cette monétarisation des jours de congés (brut + charges sociales estimée) est versée à Malakoff Médéric Epargne Entreprise dans le cadre d'une adhésion au CET UNIFED.

Les montants ainsi reçus et inscrits en compte de charges de personnel s'établissent en 2023 à :

Brut	29 075,87 euros
Charges Sociales	17 259,96 euros

Pour l'année 2022, l'alimentation des comptes épargne temps s'établit de la manière suivante :

Nombre de salariés concernés	23
Nombre de jours valorisés	169,50

Tableau des amortissements :

	début d'exercice	dotation	cession / rebut	fin d'exercice
incorporelles				
corporelles	4 484 628	421 285	718	4 905 195
financières	4 232		4 232	
total	4 488 861	421 285	4 950	4 905 195

ACTIF CIRCULANT

Les stocks de matières et fournitures consommables sont évaluées selon la méthode du premier entré/premier sorti au coût unitaire d'acquisition (prix d'achat + frais accessoires).

poste	nature	année 2023	année 2022
produits intermédiaires et finis	fournitures de bureau	2 273	2 342
	fournitures reprographie		
	autres		
total comptes de stocks		2 273	2 342

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

	année 2023		année 2022	
	moins 1 an	plus 1 an	moins 1 an	plus 1 an
comptes clients formations initiales	597 507	48 927	461 676	86 592
comptes clients formations continues	403 792	29 356	483 185	85 625
total comptes clients	1 001 299	78 284	944 861	172 218

fournisseurs débiteurs et acomptes versés				
--------------------------------------------------	--	--	--	--

créances liées au personnel		2 600		2 800
subventions à recevoir	66 800		24 628	
medecine du travail	3 634			
remboursement de formation à recevoir			16 023	
divers à recevoir (clients débiteurs...)	2 864		3 871	
total créances diverses	73 298	2 600	44 523	2 800

Les comptes de disponibilités se composent de la manière suivante :

	année 2023	année 2022
compte courant caisse d'épargne	116 826	88 615
total comptes courants	116 826	88 615
livret caisse d'épargne	626 735	1 836 067
total livrets	626 735	1 836 067
compte CET	1 315	
total compte CET	1 315	
compte Compte à terme	1 200 000	
total compte CAT	1 200 000	
intérêts courus à recevoir	18 033	
intérêts courus à payer		
caisses	598	578
payplug	20 221	7 615
total disponibilités	1 983 728	1 932 875
valeurs mobilières caisse d'épargne		
valeurs mobilières de placement		

COMPTES DE REGULARISATION D'ACTIF

Les charges constatées d'avance sont des charges enregistrées au cours de l'exercice mais qui correspondent à des achats de biens ou services dont la fourniture ou la prestation doit intervenir ultérieurement.

	année 2023	année 2022
abonnements à des revues	4 006	1 390
fournitures informatiques	460	3 164
cotisation	992	941
maintenance logiciels et matériel informatique	16 838	16 400
contrat maintenance wifi	22 088	33 005
location machine à affranchir	1 864	1 722
location copieurs et autres mobiliers		
Location licences abonnements	18 986	9 721
cotisations assurances	27 128	25 678
catalogues et imprimées		4 102
Honoraires d'avocats	1 155	
Déplacements vacataires		625
maintenance ascenseur	716	699
remboursement des droits d'inscription	18 700	20 060
autres abonnements et prestations (edf, téléphonie)	1 127	5 063
total charges constatées d'avance	114 061	122 570

PASSIF

Les fonds propres :

	début d'exercice	+	-	fin d'exercice
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
sous total fonds propres sans droit de reprise	0	0		0
subventions d'équipement d'Etat				
subventions d'équipement de la Région Champagne Ardenne				
sous total fonds propres avec droit de reprise	0	0		0
total fonds propres	0	0		0
Réserves statutaires ou contractuelles	1 474 621			1 474 621
Réserves pour projet de l'entité	128 068			128 068
Autres				
total réserves	1 602 689	0	0	1 602 689
total report à nouveau	438 184		-3 095	435 090
Résultat de l'exercice	-3 095	3 095	52 695	52 695
<u>Situation nette</u>	2 037 779	3 095	49 601	2 090 474
subventions d'investissements amortissables	2 776 388	43 381		2 819 769
Reprise de subvention d'investissement au résultat	-1 356 058		-194 097	-1 550 155
total subvention d'investissements amortissables	1 420 330	43 381	-194 097	1 269 613

Le détail du report à nouveau s'établit :

Report à nouveau sous convention Région
Excédent 228 904,22 euros

Report à nouveau excédentaire hors convention Région
Excédent 206 185,62 euros

Le conseil régional nous a attribué plusieurs subventions d'équipement :

- Equipement pour la rénovation énergétique de 66 800€. La subvention n'a pas été consommée en totalité sur 2023.

Tableau des provisions :

rubriques et postes	début d'exercice	augmentations	diminutions		fin d'exercice
			prov. dénouée	prov. caduque	
<u>provisions réglementées</u>					
reconstitution de gisements					
investissements					
hausse des prix					
fluctuations des cours					
amortissement dérogatoires					
autres provisions					
<u>provisions pour risques</u>	<u>86 681</u>	<u>91 447</u>	<u>86 681</u>		<u>91 447</u>
litiges					
garanties données					
perte sur marché à terme					
amendes et pénalités					
perte de change					
autres provisions	86 681	91 447	86 681		91 447
<u>provisions pour charges</u>	<u>299 878</u>	<u>45 095</u>	<u>49 507</u>		<u>295 467</u>
pensions et obligations					
impôts					
renouvl des immobilisations					
grosses réparations/travaux					
retraite	299 878	45 095	49 507		295 467
autres provisions					
<u>provisions pour dépréciation</u>	<u>11 610</u>	<u>28 938</u>	<u>2 668</u>		<u>37 880</u>
sur immob. incorporelles					
sur immob. corporelles					
sur immob. Financières					
sur v.m.p.					
sur stocks					
sur comptes clients	11 610	28 938	2 668		37 880
autres provisions					
<u>total des provisions</u>	<u>398 170</u>	<u>165 481</u>	<u>138 856</u>		<u>424 795</u>

La provision pour retraite comptabilisée s'élève à 295 467,25 euros charges comprises. Le montant provisionné au 31 décembre 2023 intègre la totalité des charges sociales estimées à 50 %. Elle intègre un taux d'actualisation de 3,10 (contre 3,50 au 31/12/22), un turn-over faible, ainsi qu'un âge de départ moyen estimé à 64 ans. La baisse de la provision comptabilisée est étroitement liée à l'évolution de l'âge de départ à la retraite et aux départs à la retraite.

Sur l'exercice, trois nouvelles provisions ont été comptabilisées :

- Provision pour risque faisant suite à un contrôle de l'OPCO Santé qui a demandé le remboursement des heures de formation financées non justifiées pour 8 624€.
- Une provision pour risque de reversement de congés payés pour 42 639€ lié à l'évolution du code de travail.
- Une provision pour licenciement pour inaptitude d'origine non professionnelle d'un salarié pour 40 184€.

Les dettes :

	année 2023		année 2022	
	moins 1 an	plus 1 an	moins 1 an	plus 1 an
dettes financières capital dû	93 333	565 214	93 333	653 333
dettes financières intérêts courus non échus				
intérêts courus non échus	849		971	
total dettes financières	94 183	565 214	94 304	653 333
avances et acomptes reçus (clients à reverser)				
dettes fournisseurs association	14 220			
dettes fournisseurs formations initiales	171 095	33 351	210 756	47 432
dettes fournisseurs formations continues	47 890	617	36 639	338
total dettes fournisseurs	233 205	33 968	247 395	47 770
clients créditeurs formations initiales				
clients créditeurs formations continues				
total clients créditeurs	0	0	0	0
rémunérations dûes	2 049		4 032	
œuvres sociales	4 291		4 030	
dettes fiscales et sociales congés à payer	372 593		321 081	
dettes fiscales et sociales CET externalisé	195 610		151 071	
dettes urssaf	114 581		115 765	
dettes caisse de retraite et prévoyance	43 980		41 201	
dettes assedic				
dettes organisme collecteur fonds de formation	25 810		23 231	
dettes effort construction	11 519		10 583	
mutuelle	3 310		2 943	
autres dettes sociales			48 317	
dettes fiscales taxe sur les salaires	29 703		27 661	
dettes fiscales prélèvement à la source	8 829		8 018	
total dettes fiscales et sociales	812 275	0	757 934	0
autres dettes fiscales (impôt sur les bénéfices)	1 905		1 042	
caution bibliothèque et sécurité sociale étudiante		31 285	13 820	26 000
crédoeurs à reverser	-66 388	10 535	7 944	15 920
fonds mobilité étudiante (Léonardo Da Vinci, Maroc...)	19 575	51 929	40 904	49 510
subvention à consommer	28 182		877	
charges diverses à payer	19 060	19 722	22 065	22 789
total autres dettes diverses	429	113 470	85 610	114 220

L'Irts a contractualisé en 2015 un prêt auprès de la Caisse d'épargne pour un montant initial de 1 400 000 euros à rembourser en 180 mois.

Les charges diverses à payer correspondent pour l'essentiel aux droits d'inscription à rembourser aux étudiants boursiers.

COMPTES DE REGULARISATION DE PASSIF

Les produits constatés d'avance :

Il s'agit de produits perçus et comptabilisés avant que les prestations et fournitures les justifiants aient été effectuées ou fournies.

	année 2023	année 2022
frais d'inscription aux concours d'admission		2 840
droits d'inscription et frais de scolarité	279 922	250 131
frais pédagogique de formations initiales		
frais pédagogiques de formations continues		
autres produits constatés d'avance (aide oeth...)	0	0
total produits constatés d'avance	279 922	252 971

CHARGES ET PRODUITS

Comptes de produits :

Les principales ressources d'exploitation de l'Association et de l'établissement sont les suivantes :

	année 2023	année 2022	% 2023/2022
admissions	80 080	82 830	-3,32
frais de scolarité et droit d'inscription	346 906	353 118	-1,76
prestations de services	1 878 131	1 604 865	17,03
subvention Région Grand Est quota	3 118 760	3 116 760	0,06
autres subvention Région Grand Est	143 240	143 240	0,00
Autres subventions de fonctionnement	46 253	34 662	33,44
Autres (copies, taxe apprentissage, cpam...)	13 637	13 779	-1,03
total	5 627 006	5 349 255	5,19

	année 2023	année 2022	% 2023/2022
cotisations	360	360	0,00
remb ij sécu et cpm cipc	49 065	69 352	-29,25
recettes en atténuation	38 837	22 434	73,11
produits sur exercices antérieurs	131 832	15 958	726,12
total	220 094	108 104	103,59

	année 2023	année 2022	% 2023/2022
plus values sur placements	30 253	5 527	447,39
Revenus des autres créances	5 538		
total des produits financiers	35 791	5 527	547,59

	année 2023	année 2022	% 2023/2022
exceptionnels sur opération de gestion	19 183	13 497	42,13
exceptionnels repr.subventions	194 097	195 667	-0,80
autres produits exceptionnels	28 515	317	
total produits exceptionnels	241 795	209 481	15,43
reprise sur provisions p/ charges d'exploit			
reprise sur provisions	120 894	97 393	24,13
autres reprises		19 491	-100,00
total reprise sur amort. et provisions	120 894	116 884	3,43

Une reprise de provision a eu lieu à hauteur de 49 506,50€ euros dû en grande partie à des départs en retraite de deux collaborateurs.

Une reprise de provision de 68 719€ a eu lieu pour un contentieux prud'homal dénoué favorablement et une reprise de provision lié à un départ de salarié.

Reprise de clients douteux pour 2 668,07€ sur 2023.

Les produits exceptionnels sur opération de gestion se décomposent pour l'essentiel de :

- Indemnité d'inexécution de convention pour 19 183,20 euros

Les autres produits exceptionnels correspondent principalement à l'amortissement des subventions d'investissement du Conseil Régional ou de mécènes :

- subvention 2012 2 062,67 euros
- subvention 2014 1 034,71 euros
- subvention 2015 122 114,46 euros
- subvention 2016 1 426,73 euros
- subvention 2017 1 323,27 euros
- subvention 2018 9 822,45 euros
- subvention 2019 7 528,16 euros
- subvention 2020 20 590,57 euros
- subvention 2021 12 703,53 euros
- subvention 2022 14 342,80 euros
- subvention 2023 1 147,83 euros

Et une reprise de provision liée à la fin d'un contentieux salarié dénoué favorablement par une reprise de 17 962,20 euros.

Comptes de charges :

Achats

	année 2023	année 2022	% 2023/2022
achats stockés	20 532	35 902	-42,81
variation de stocks	68	3 025	-97,74
eau, électricité, chauffage	109 531	77 097	42,07
fournitures et petit matériel	36 842	52 506	-29,83
fournitures bibliothèque	15 569	15 068	3,33
autres fournitures	2 326	1 753	32,70
total achats	184 868	185 349	-0,26

Les factures d'énergie sont en augmentation suite à la hausse des tarifs.

Services extérieurs

	année 2023	année 2022	% 2023/2022
locations immobilières	25 842	18 735	37,94
location copieurs et imprimantes	22 392	22 392	0,00
location machine à affranchir	2 343	2 251	4,12
location téléphonie	8 366	8 694	-3,77
location véhicules	19 965	19 978	-0,07
location licences abonnement	33 698	29 597	13,86
location défibrillateur	878	878	0,00
location fontaines à eau	585	540	8,33
autres locations mobilières	7 614	4 646	63,89
entretien des bâtiments	30 052	69 804	-56,95
maintenance copieurs imprimantes	24 844	32 064	-22,52
maintenance logiciels	43 093	50 033	-13,87
maintenance ascenseur	2 964	3 055	-2,98
maintenance autres matériel	37 881	31 447	20,46
assurances	25 855	24 083	7,36
cotisations	20 096	22 330	-10,00
documentations			
total services extérieurs	306 470	340 525	-10,00
personnel intérimaire	128 906	91 063	41,56
prestations de services formation	131 293	98 032	33,93
honoraires avocat	15 248	13 368	14,06
honoraires comm. aux comptes	21 956	22 040	-0,38
honoraires de formation	150 067	163 618	-8,28
autres honoraires	24 826	5 000	396,51
frais d'actes	424	2 004	-78,86
annonces, brochures	87 975	87 776	0,23
divers pourboires	404	1 615	-74,97
frais de déplacements	76 183	76 355	-0,22
frais de déplacements partenaires	2 832	5 022	-43,60
frais de réception	71 895	57 661	24,69
affranchissements	15 395	18 747	-17,88
frais téléphoniques	11 022	13 760	-19,90
services bancaires	4 870	4 309	13,03
prestations à l'extérieur	109 862	105 270	4,36
sécurisation des bâtiments	17 177	15 986	7,45
prestations partenaires			
divers prestations	29 914	58 777	-49,11
total autres services extérieurs	900 250	840 403	7,12
total achats externes	1 206 720	1 180 927	2,18

Le recours à l'intérim est une solution pour remplacer un salarié temporairement absent car l'arrêt maladie est, soit de courte durée, soit il est reconduit de semaine en semaine, ne permettant pas de déterminer la fin de celui-ci.

Le personnel administratif représente 81 578€ et celui du service communication 47 328€. Ce poste de charge s'est alourdi de 37 843€ par rapport à l'année dernière.

L'institut a célébré ses 30 ans durant cette année 2023 avec la réalisation de conférences, la distribution de produits dérivés spécifiques et la participation à la foire de Châlons. Ces différents événements ont impacté les comptes pour 39 005€.

Le recours à un cabinet de recrutement a été nécessaire afin de pourvoir le poste de Directeur de la pédagogie et des formations vacant depuis près de 2 ans, représentant un coût de 22 426€.

Les réparations sur le bâtiment ont été moins nombreuses sur cette année 2023 puisque le budget n'a été dépensé qu'à hauteur de 48,5%.

En 2022, le remplacement ou la réparation d'équipements devenus obsolètes ne s'est pas répété sur 2023, principalement sur le chauffage et l'électricité.

En revanche sur 2023, des investissements conséquents ont été réalisés notamment sur le remplacement des ampoules traditionnelles par des ampoules LED permettant la réalisation d'économies sur les coûts d'entretien à long terme sur le bâtiment grâce à une durée de vie plus longue, une consommation d'énergie réduite, moins de maintenance.

Le changement de notre prestataire de ménage début 2023 a permis d'intégrer dans le nouveau contrat les consommables. Ainsi, les produits d'entretien ont baissé de 91% par rapport à 2022, représentant une économie de 13 342€.

Salaires et charges sociales

	année 2023	année 2022	% 2023/2022
direction	177 964	177 811	0,09
administration	575 873	526 338	9,41
documentation	48 709	59 098	-17,58
formateurs et informaticiens	1 438 665	1 340 974	7,29
services généraux	41 241	41 033	0,51
indemnités rupture	3 974	13 896	-71,40
vacataires	291 105	275 321	5,73
cdd administration			
cdd formation	37 416	23 224	61,11
indemnité retraite	31 706	35 891	-11,66
indemnités licenciement			
Indemnités Stagiaires			
prime pouvoir d'achat	30 881	23 144	33,43
prime télétravail			
prov congés et cet	61 715	43 250	42,69
prov p/mesures salariales			
ij sécurité sociale	37 492	55 721	-32,71
total base salaires	2 776 742	2 615 701	6,16
taxe sur salaires	233 391	207 858	12,28
formation professionnelle	33 652	30 655	9,78
construction	11 594	10 583	9,56
emploi handicapés	2 083	898	131,96
total impôts et taxes sur salaires	280 720	249 994	12,29
autres impôts et taxes	261	244	6,97
sécurité sociale Urssaf	738 942	682 252	8,31
retraite et prévoyance	247 495	227 875	8,61
participation mutuelle	19 696	17 607	11,87
œuvres sociales	38 781	35 495	9,26
médecine du travail	7 267	7 273	-0,08
charges provisionnées	17 859	42 793	-58,27
autres charges	14 198	20 415	-30,45
total charges sociales	1 084 239	1 033 709	4,89
% charges	49,16	49,08	0,16

Une prime exceptionnelle de partage de la valeur a été versée pour 30 881€.

L'IRTS a procédé à une rupture conventionnelle durant l'année 2023.

L'IRTS CA a comptabilisé dans ces comptes deux départs en retraite en 2023.

Une directrice de la pédagogie et des formations est arrivée au 1er décembre 2023.

Une formatrice a été embauchée au 1er trimestre 2023 pour renforcer la filière AES.

Concernant le CFA, l'assistante est arrivée au mois de mai à mi-temps. Le temps consacré à cette activité a été réévalué à 0,70 ETP dès le mois de septembre.

Pour l'année 2023, la provision pour congés payés correspond à 1 271,50 jours (1 255,49 jours en 2022 et 1 236,25 jours en 2021).

En 2023, l'Irts a enregistré 1 383,5 jours d'arrêt de travail contre 1 881 jours d'arrêts en 2022 et 2 063,50 jours d'arrêts en 2021.

Autres charges de gestion courante

	année 2023	année 2022	% 2023/2022
droit d'auteurs et de reproduction	2 245	3 521	-36,24
frais de conseils et d'assemblées	3 431	1 967	74,39
créances irrécouvrables	507	11 548	-95,61
rembst des droits d'inscription	29 750	33 717	-11,76
Charges diverses de gestion courante	0	203	-100,00
Charges sur exercices antérieures	16 997	23 925	-28,96
total charges gestion courantes	52 930	74 881	-29,31

A compter de la rentrée de septembre 2011, la Région Champagne Ardenne a décidé que les droits d'inscriptions des étudiants boursiers, qui en feraient la demande soient remboursés. Pour 2023, cette mesure a été reconduite par la région Grand Est et a engendré le paiement pour la rentrée 2023/2024 de 165 étudiants boursiers à 170 euros (177 en 2022/2023 ; 209 en 2021/2022)

Charges financières

	année 2023	année 2022	% 2023/2022
intérêts des emprunts	12 971	14 707	-11,80
intérêts des comptes courants			
autres charges financières			
total charges financières	12 971	14 707	-11,80

Les intérêts des emprunts correspondent aux intérêts du prêt pour les travaux de réhabilitation.

Charges exceptionnelles

	année 2023	année 2022	% 2023/2022
sur opération de gestion	153	49	210,26
sur exercices antérieurs			
sur cession d'actifs			
dotations aux amortissements		6 514	-100,00
autres charges	4 611	4 959	-7,02
total charges exceptionnelles	4 764	11 523	-58,66

L'essentiel des charges exceptionnelles s'expliquent par :

- solde de compte 4 610,92€

Dotations aux amortissements et provisions

	année 2023	année 2022	% 2023/2022
amortissements d'immobilisations	421 285	412 819	2,05
provisions p/ retraite	45 095	2 041	2 109,51
provisions autres charges pers	40 184	0	
provisions p/ précarité			
provisions pour dépréciation	28 938	9 408	207,59
provisions pour charges et litiges	51 263		
total dotations	586 765	424 268	38,30

RESULTAT PAR ACTIVITE

Le compte de résultat se décompose de la manière suivante :

activité	résultat 2023	résultat 2022	résultat 2021	résultat 2020	résultat 2019
association	4 335	-2 343	-1 415	-793	-3 226
admissions hors convention Région	196	-2 126	2 842	7 584	8 777
formations initiales hors convention Région	52 345	30 897	130 213	66 299	25 109
formations continues, et autres	-163 175	-9 748	-242 782	-140 155	-47 580
validation d'acquis d'expérience	-8 231	21 314	18 547	-10 035	10 792
CFA	130 895	13 342			
TOTAL HORS CONVENTION REGION	16 364	51 337	-92 594	-77 101	-6 129
admissions sous convention Région	-31 003	-31 881	7 473	-7 693	19 834
formation initiale sous convention Région	123 473	46 254	94 236	86 393	158 239
pôle international sous convention Région	-14 894	-16 339	-2 895	-13 697	8 044
évaluation sous convention Région	-41 244	-52 466	-6 787	8 906	2 128
TOTAL CONVENTION REGION	36 331	-54 431	92 027	73 909	188 245
TOTAL IRTS	52 695	-3 095	-567	-3 192	182 116

Nb : à partir de l'année 2009, à la demande du Conseil Régional, la partie des admissions liées à l'entrée des formations sous convention, a été identifiée, et affectée au résultat global de la partie sous convention Région.

	année 2023	année 2022	année 2021	année 2020	année 2019
résultat d'exploitation	-205 251	-190 831	-180 828	-124 070	-6 437
résultat financier	22 820	-9 180	-12 906	-12 737	-13 208
résultat exceptionnel	237 031	197 958	193 913	134 814	203 218
autres	-1 905	-1 042	-746	-1 199	-1 457
résultat	52 695	-3 095	-567	-3 192	182 116

Les autres résultats correspondent à l'impôt sur les sociétés, lié aux placements financiers.

Les résultats d'exploitation sont fortement déséquilibrés car la réglementation comptable oblige à imputer les reprises de subvention d'investissement du Conseil régional en compte 77 alors que les charges d'amortissement s'y afférents sont comptabilisées en compte 68.

En retraitant cette information, les résultats évoluent de la manière suivante :

	année 2023	année 2022	année 2021	année 2020	année 2019
résultat d'exploitation	-11 154	4 837	10 472	48 500	158 849
résultat financier	22 820	-9 180	-12 906	-12 737	-13 208
résultat exceptionnel	42 934	2 291	2 613	-37 755	37 932
autres	-1 905	-1 042	-746	-1 199	-1 457
résultat	52 695	-3 095	-567	-3 192	182 116

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

La contribution volontaire est un acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une autre un travail, des biens ou d'autres services à titre gratuit.

Les contributions volontaires peuvent être :

- des contributions en travail par des personnes extérieures à l'association, ou des membres de l'association.
- des contributions en biens (cédés gratuitement à l'association).
- des contributions en services (ex : mise à disposition gratuite de locaux et de matériels).

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

Les contributions volontaires en nature de bénévolat

Pour 2023, les activités des bénévoles de l'association ont été valorisées à hauteur de 16 335,24 euros pour 394 heures. La valorisation a été basée sur le coefficient d'un directeur général en début de carrière, à la valeur du point en cours.

Informations relatives à l'effectif :

L'effectif moyen salarié par catégorie se décompose ainsi pour l'année 2023

	etp
cadres	44,75
agents de maîtrise	
employés	20,92
ouvriers	
total	65,67

Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif », le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 175 967,53 € en 2023.